

Les Rencontres de la Mirly

30-31 janvier 2021

Travail demain : servir les autres et notre planète

**Comment l'évolution du travail va-t-elle satisfaire
l'ensemble de ces contraintes : reconnaissance,
transition et transformation des emplois, activité
personnellement valorisante au service des autres
et de la planète ?**

Intervention de Dominique Bolliet

Problématique :

**la pandémie a mis en évidence le caractère décisif du « care »,
du travail de soin en direction des autres humains.**

**L'exigence de la transition écologique et solidaire nous amène à
redonner la priorité au sens du travail,
à l'envisager comme une activité de soin aux autres
et à la planète,
dans le cadre de l'anthropocène.**

**Comment donner corps à
cette profonde mutation anthropologique ?**

**Comment accélérer la transformation des emplois
en relation avec une production et une
consommation gagnant rapidement en sobriété ?**

**Comment garantir à chacun la possibilité d'une
activité inclusive,
au service des autres et de la planète ?**

3 parties

1 - Donner la priorité au sens du travail, comme une activité de soin aux autres et à la planète

2 - Comment donner corps à cette profonde mutation anthropologique ?

Refonder la place du travail dans la détermination même de notre existence humaine.

3 - Comment garantir à chacun la possibilité d'une activité inclusive, au service des autres et de la planète ?

Qualité du travail et sens du travail

Place des travailleurs dans les processus de décision

Développement des emplois et des compétences

1 - Donner la priorité au sens du travail, comme une activité de soin aux autres et à la planète

La pandémie renforce trois interrogations essentielles :

- sur la solidarité au sein de l'humanité et avec le reste du vivant (climat, biodiversité, anthropocène) ;**
- sur la place de la puissance publique pour réguler l'ensemble des activités humaines ;**
- sur le monde commun que l'on veut bâtir.**

Au cœur de ces interrogations, il y a la question du travail, de son sens, de sa qualité, de sa finalité.

1-1 - Eloi Laurent : Et si la santé guidait le Monde ?

L'espérance de vie vaut mieux que la croissance.



Economiste, professeur à Sciences Po et à Stanford

Trois fausses évidences économiques nous empêchent de comprendre ce qui nous arrive vraiment, et de nous projeter vers l'avenir.

Première fausse évidence : « ce n'est pas une crise du système économique ! ».

Il s'agit évidemment d'une crise du système économique, devenu insoutenable à force de détruire les écosystèmes et la biodiversité.

Deuxième fausse évidence : « les vraies victimes de la crise sont les entreprises ! ».

5 milliards d'humains ne bénéficient pas en 2020 d'une protection sociale.

Troisième évidence : « Le numérique nous a sauvés ! ».

Les entreprises de la Silicon Valley conduisent leurs affaires quelque part plutôt que n'importe où sur le territoire américain.

« Le digital ne fera jamais oublier le tactile ».

L'effet majeur de la pandémie : la priorité commune est la santé, pas la croissance économique

La conséquence majeure : la priorité doit être donnée au bien-être humain sur tout indicateur de performance économique

Une double révolution :

- mettre la santé au cœur des politiques publiques,**
- placer l'environnement au cœur des politiques sanitaires.**

Une condition : la justice sociale

La pandémie frappe d'abord les plus vulnérables, en particulier dans le travail.

La Nouvelle-Zélande fait partie des 15 pays les moins touchés 25 ? le nombre de morts du Covid-19

Pourquoi ?

C'est une île ! Le Royaume-Uni et l'Irlande aussi.

C'est une nation rurale et peu ouverte ! Pas plus que la France.

C'est un petit pays dont la cohésion sociale fait la force !

Comme le Danemark, la Finlande et la Norvège.

C'est surtout une des démocraties les plus abouties (97/100 sur l'échelle de l'indice Freedom House), Singapour (50/100) Corée du Sud (83/100).

Les ressorts de cette priorité donnée au bien-être humain, au « care » ?

Discours du 8 août 2019 de Jacinda Ardern :

« La croissance économique accompagnée d'une dégradation de la situation sociale n'est pas du tout un succès. C'est un échec. »

« Nous avons toujours pensé que la meilleure politique économique était une politique sanitaire vigoureuse. »

**Eté 2019 Nouvelle-Zélande :
premier « budget de bien-être » de l'histoire
La priorité ? La santé, physique et mentale**

Découverte du continuum des professions du « care ». Prise de conscience de notre vulnérabilité et de notre dépendance aux autres.



La mise à nu de nos hiérarchies sociales rend extrêmement subversive l'éthique du « care »

Notre dépendance montre que les personnes les plus utiles ne sont pas du tout les « premiers de cordée ».

« La révélation du « care », ce n'est pas qu'il y a des hiérarchies sociales, mais qu'on vit dans un monde de valeurs inversées où les personnes les plus utiles sont déconsidérées et que c'est aussi cela qui permet à d'autres de prospérer. »

Sandra Laugier

Or la base de l'éthique c'est de dire que toute vie est prioritaire.

1-2 - Alain Supiot : la voie d'une véritable mondialisation, c'est-à-dire un monde humainement vivable



***La leçon de clôture d'Alain Supiot au Collège de France :
Le travail n'est pas une marchandise,
Contenu et sens du travail au XXIème siècle***

Le rôle du droit du travail : répondre aux défis des conditions d'existence de l'espèce humaine.

**1919, Constitution de l'OIT :
la nécessité d'un « régime de travail réellement humain ».**

La crise sanitaire peut mener au meilleur comme au pire.

- **Le pire** : la guerre de tous contre tous.
- **Le meilleur** : à rebours de la globalisation, **une véritable mondialisation, un monde humainement vivable.**

**C'était la mission assignée à l'OIT, l'OMS, l'Unesco et la FAO.
Un bel objectif pour l'UE : les renforcer / FMI, OMC.**

La gouvernance par les nombres : un changement d'imaginaire

Le néolibéralisme : primauté des calculs d'utilité économique.

Le résultat : le caractère insoutenable de la globalisation.

Le mythe d'une croissance indéfinie, qui a nourri l'Etat social, empêche de poser les questions du sens et du contenu du travail.

L'Etat social a ainsi transposé la structure de l'emploi salarié : « *Tu te soumets, mais en contrepartie je te promets un enrichissement.* »

Le travail-marchandise exclut deux questions cruciales : comment et pourquoi travailler ?

Ce n'est plus tenable face aux périls écologiques et sanitaires.

Des formes de travail échappent encore au travail-marchandise, les professions libérales ou la fonction publique.

Fonction publique **les notions d'œuvre et d'intérêt général :**

- **donnent du sens au travail** : la mission de service public ;
- **nécessitent un statut du travail lié à la mission.**

*« La rétribution de ceux qui œuvrent à une mission d'intérêt général n'est qu'un moyen au service de ce but : **il s'agit d'un traitement, qui doit leur permettre de vivre dignement, et non d'un salaire indexé sur les cours du marché du travail.** »*

La Déclaration de Philadelphie de 1944 (OIT) : « *Que les travailleurs soient employés à des occupations où ils aient la satisfaction de donner toute la mesure de leur habileté et de leurs connaissances et de contribuer le mieux au bien-être commun* ».

L'enjeu de la période :

- **enrichir cette déclaration ;**
- **articuler la question écologique et la question sociale ;**
- **sortir du productivisme en réorientant l'industrie.**

Produire et consommer différemment pour conserver une planète habitable : les conséquences sur le travail lui-même.

amazon



2 - Comment donner corps à cette profonde mutation anthropologique ?

Comment accélérer la transformation des emplois avec une production et une consommation gagnant en sobriété ?

2-1 - La place du travail dans la détermination même de notre existence humaine est à refonder

L'exemple du travail dans la filière porcine

Alain Supiot En finir avec le catéchisme néolibéral

Le Monde 14 octobre 2015

Un concentré des transformations considérables de l'organisation du travail dans le récent conflit de la filière porcine.

- **Les travailleurs concernés : des petits entrepreneurs dans un rapport d'allégeance aux grandes firmes et aux banques ;**
- **enrôlés dans un modèle d'élevage industriel « hors sol », impasse économique et catastrophe écologique ;**
- **en concurrence avec des éleveurs allemands, allés plus loin dans l'industrialisation et employant une main-d'œuvre à bas coût.**

Elevés dans des conditions indignes, les porcs ou les volailles donnent une viande de basse qualité exportée à vil prix dans les pays du Sud, où elle casse toute possibilité de développement d'un élevage endogène à taille humaine.

La question posée au droit du travail : **comment encadrer les liens d'allégeance au sein des réseaux de production et de distribution ?**

Réformer le droit du travail : établir un cadre juridique **assurant à tous les travailleurs (salariés ou indépendants) les conditions d'un travail décent**, qui leur assure la sécurité économique et la satisfaction de produire une viande de qualité dans le respect des animaux et de l'environnement.

Une véritable responsabilité sociale et environnementale tout au long des chaînes de production : condition de la qualité des produits, de la préservation de l'environnement, de l'innovation et du plein-emploi.

Le courage : cesser de traiter le travail comme la variable d'ajustement, pour lui reconnaître la place centrale qui a toujours été la sienne dans la création des richesses et la cohésion de la société.

2-2 - Et maintenant : austérité ou sobriété ?

Eloi Laurent - Alternatives économiques - 09/07/20

L'austérité : avec la pandémie, consensus pour rejeter la **déflation salariale et le reflux des protections collectives.**

La sobriété écologique : préférable pour trois raisons.

- **La sobriété écologique est un vecteur d'innovation quand l'austérité détruit les capacités humaines ;**
- **la sobriété écologique génère des emplois et du progrès social quand l'austérité enferme les individus dans le chômage (le scénario Negawatt : 400 000 emplois nets en 2030) ;**
- **la sobriété écologique est économe quand l'austérité est une gabegie budgétaire.**

« la croissance économique pose des risques pour le bien-être humain alors que tous les systèmes de protection sociale sont dépendants du paradigme de la croissance ».

Pour sortir de cette contradiction :

- mettre en lumière la dépendance à la croissance de l'État-providence avant de proposer des moyens de la dépasser ;**
- déboulonner l'idée selon laquelle la croissance est nécessaire pour « financer » les politiques sociales ;**
- passer d'une logique de dépense à une logique d'économies.**

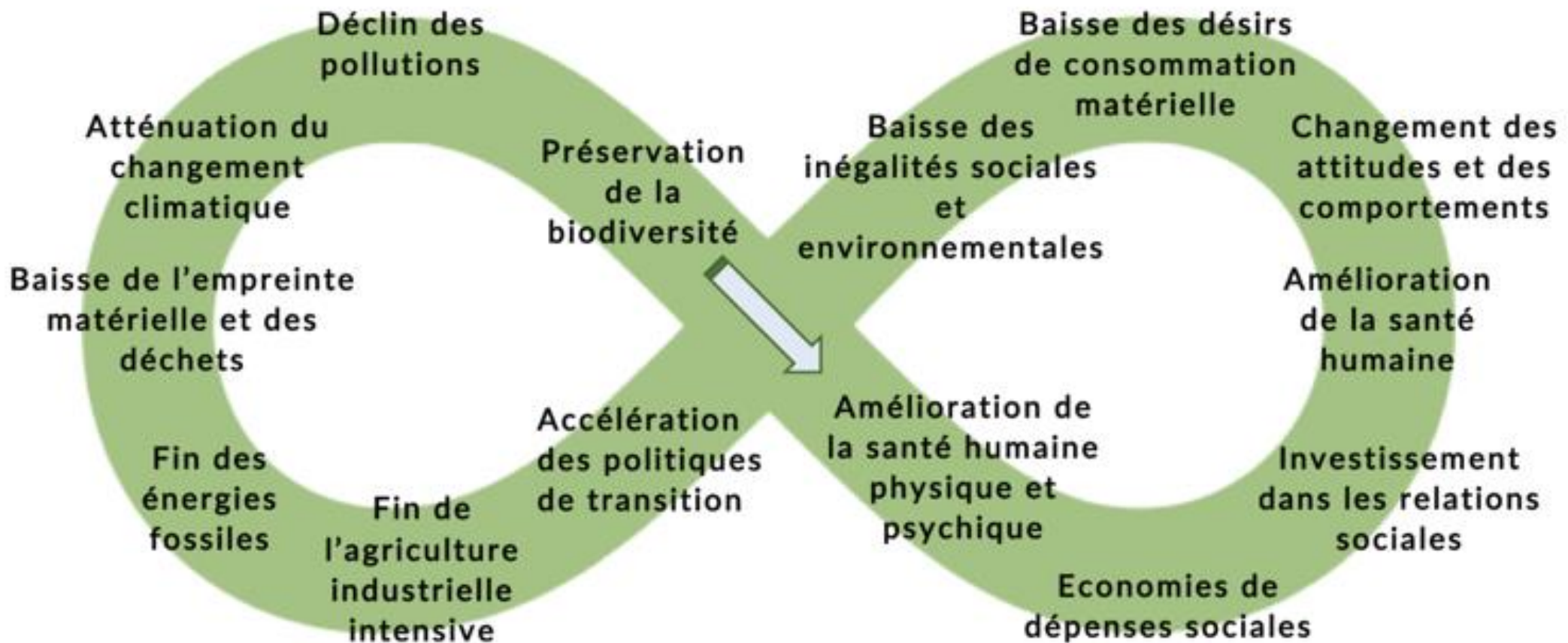
Assurer le financement de l'Etat social-écologique par les économies liées à l'atténuation des crises écologiques :

- économies liées au respect des écosystèmes et de la biodiversité ;
- économies réalisées par l'atténuation du changement climatique ou de la pollution de l'air.

A l'inverse, comme le souligne [l'OMS](#) : « *Tenter de faire des économies en négligeant la protection de l'environnement, la préparation aux situations d'urgence, les systèmes de santé, et les filets de protection sociale [s'avère] une fausse économie. »*

En préférant la santé à la croissance et en respectant les écosystèmes qui nous font vivre, il devient possible de réorienter nos systèmes économiques en faveur d'une véritable transition écologique...

Une dynamique positive



3 - Comment garantir à chacun la possibilité d'une activité inclusive, au service des autres et de la planète ?

Les voies d'une réévaluation du travail :

- Qualité du travail et sens du travail
- La place des travailleurs dans les processus de décision
- Développement des emplois et des compétences

Joe Biden à la Maison Blanche et la présidence portugaise de l'Union européenne porteuse d'un agenda social : une fenêtre pour un tournant historique.

40 ans après la révolution néo-libérale, il est temps de provoquer une révolution social-écologique.

3 - 1 - D'abord favoriser la qualité du travail

Favoriser le pouvoir d'agir au travail en restaurant les collectifs professionnels

Ethique et travail collectif. Controverses (Erès) : le psychologue Yves Clot sonde les paradoxes du collectif de travail, qui a révélé toute sa puissance avec la pandémie de Covid-19.

Avec la pandémie, nous avons rendu justice aux pouvoirs d'agir de ceux qui soignent, nettoient, enseignent, fabriquent, transportent, cultivent.

« Ils ont enduré des efforts démesurés, parfois consentis dans la plus grande injustice, en exposant leur santé.

Accepteront-ils d'être remis à leur place ?

Voudront-ils retourner d'où ils viennent, dans le continent silencieux ?

Parviendront-ils à convertir l'autorité conquise en force institutionnelle ? »

- **Les collectifs professionnels sont malmenés.**
- **Leur pouvoir d'agir et de participer aux décisions, est le principal ressort de la santé au travail.**
- **Yves Clot définit la santé comme le développement du pouvoir d'agir.**

Renforcer la qualité du travail, lui donner du sens, c'est contribuer à la santé.

Les ordonnances de 2017 pour «libérer le travail» ont réduit:

- **la capacité d'action syndicale sur le travail réel ;**
- **l'initiative possible des salariés sur leur propre activité.**

Le travail réel étouffe sous les procédures.

Trop souvent le travail n'est « ni fait, ni à faire », entraînant dégradation de la santé au travail et de la santé publique.

La santé mentale s'améliore si les salariés sont impliqués dans les décisions qui concernent leur travail ([« La participation des salariés protège-t-elle du risque dépressif ? »](#), Thomas Coutrot, Dares-Analyses n°61, septembre 2017).

Sans moyens et sans nouveaux droits collectifs des salariés pour coopérer, la santé au travail et la santé publique seront durablement compromises.

Sont devenus des droits de l'homme :

- **le droit de décider de quelque chose dans son activité,**
- **le droit de contribuer à l'organisation de son travail,**
- **le droit d'entrer dans la boucle de décision quand l'avenir de ce travail et celui de l'entreprise se jouent.**

Réduire le « travail sans qualité » : une bonne manière de réduire l'empreinte écologique du travail.

Enquête de la Dares : 37 % des agents de la fonction publique territoriale et hospitalière, 35 % des salariés de l'industrie déclarent ne pas ressentir la fierté du travail bien fait.

3 - 2 - Développer les emplois et produire les compétences de la transition écologique

L'enjeu : lier les deux transitions “sociale et écologique”.

Rapport de la Convention citoyenne pour le climat :

- ne laisser personne sans solution,**
- anticiper les transformations sur le marché de l'emploi**
- accompagner la reconversion des entreprises et la transformation des métiers.**

Attaquée par l'exécutif : les mesures préconisées supprimeraient des centaines de milliers d'emplois... Ces chiffres n'intègrent pas les emplois créés dans les activités en développement.

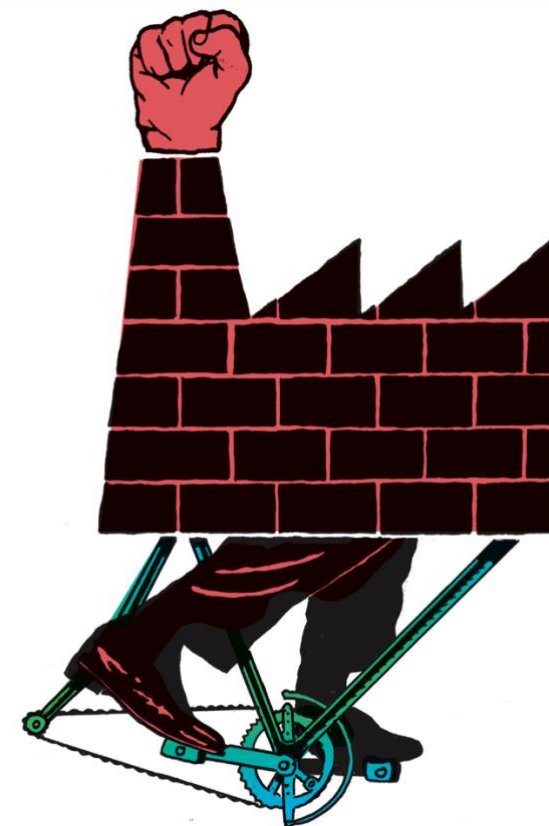
De nombreuses études convergent : la transition écologique pourrait créer beaucoup plus d'emplois qu'elle n'en détruirait.

Le dernier rapport de la Plateforme emplois-climat : proposition de création d'un million d'emplois pour le climat.

Dans son [rapport](#) de juillet 2020 « *D'ici 2022, soutenir plus d'un million d'emplois grâce à une relance verte* », WWF France démontre qu'accélérer la transition écologique permettrait de soutenir plus d'un million d'emplois d'ici la fin 2022.

le scénario Negawatt prévoit la création de 400 000 emplois nets en 2030 (600 000 en 2050).

UN MILLION D'EMPLOIS POUR LE CLIMAT



Ce rapport est publié par des membres de **la Plateforme emplois-climat**, lieu ouvert d'échange, de débat et de propositions sur les sujets liant les enjeux de la transition écologique avec ceux de l'emploi, de la reconversion et de la formation. **Elle rassemble des syndicats et des associations environnementales, sociales et d'éducation populaire.** Avec ce rapport la Plateforme emplois-climat souhaite **mettre en débat une proposition de création d'un million d'emplois pour le climat qui permet de lier ces deux transitions "sociale et écologique"**.

COMBIEN D'EMPLOIS GRÂCE À LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ?

PRÈS DE 4 MILLIONS DE PROFESSIONNELS TRAVAILLENT DANS L'ÉCONOMIE VERTE. LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE, EN PLUS DE GÉNÉRER DE NOUVEAUX MÉTIERS, S'ÉTEND À L'ENSEMBLE DES SECTEURS D'ACTIVITÉS OU PRESQUE. AVEC DES EMPLOIS À TOUS LES NIVEAUX DE QUALIFICATION.

TOUS LES SECTEURS SONT CONCERNÉS

DES MÉTIERS LOCAUX 100 % VERTS

DES PROFESSIONS QUI «VERDISSENT»

146 000 personnes exercent un métier à finalité environnementale soit **0,5 % de l'emploi**

3,8 millions de personnes exercent un métier qui évolue pour intégrer les enjeux environnementaux, soit **14 % de l'emploi** en France

16,5 % des offres d'emploi en 2017 **+17%** par rapport à 2016 *Source : Pôle Emploi*

290 000 projets de recrutement **+25%** entre 2013 et 2017

LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE CRÉE DES EMPLOIS

L'ÉCONOMIE VERTE RECRUTE

Un bénéfice net en emplois positif

en dépit d'une baisse des emplois dans
les secteurs dépendant des énergies fossiles

2035 +340000emplois **2050** +900000emplois

Source : Études du Ministère de l'Environnement- ADEME

DES PROFILS RECHERCHÉS À TOUS LES NIVEAUX

Du CAP à Bac+8, quelques exemples

Économie circulaire

diagnostiqueur déchets, agent de tri, conducteur d'engins...

Éolien métiers de la chaudronnerie et de la soudure, technicien de maintenance des parcs industriels...

Bois-énergie

gestionnaire de plateforme, ingénieur agronome...

Méthanisation

technicien d'exploitation, ingénieur méthaniseurs...

Sources : Pôle Emploi, CEREQ, ADEME, fédérations professionnelles

De nombreuses formations existent ! Courtes ou longues, elles s'adressent aux jeunes, aux chômeurs et aux salariés en reconversion vers les métiers verts.

010772 Janvier 2019

Je vous remercie de votre attention

